

EXPROPRIATIONS. — PROCÉDURE D'EXTRÊME URGENGE.

Un arrêté du Régent du 22 février 1950 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'arrêté-loi du 3 février 1947, instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser, par la voie judiciaire, sur le territoire de la commune de Denderleeuw, en vue de la construction d'une école moyenne de l'Etat pour garçons.

Un arrêté du Régent du 22 février 1950 décrète qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'arrêté-loi du 3 février 1947, instituant une procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, aux expropriations à réaliser, par la voie judiciaire, sur le territoire de la commune de Heyst-op-den-Berg, en vue de l'extension de la nouvelle école moyenne de l'Etat.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR.

1^{er} MARS 1950.

Arrêté du Régent relatif aux cartes d'identité.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume:

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 2 juin 1856, sur les recensements généraux et les registres de population, notamment les articles 3, 4 et 6;

Vu la loi du 28 juin 1932, relative à l'emploi des langues en matière administrative;

Vu l'arrêté royal du 30 décembre 1900, réglant la tenue des registres de population;

Vu l'arrêté royal du 4 octobre 1925, réglant, au point de vue de la législation, le statut des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, notamment l'article 2, X;

Vu l'avis du conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Tout Belge, âgé de plus de quinze ans, doit être porteur d'une carte d'identité, valant certificat d'inscription au registre de population.

Elle doit être présentée à toute réquisition de la police, à l'occasion de toutes déclarations, de toutes demandes de certificats, et, généralement, lorsqu'il s'agit d'établir son identité.

Art. 2. La carte d'identité est délivrée par l'administration de la commune où l'intéressé a sa résidence habituelle.

Art. 3. La carte d'identité a la forme d'un diptyque de 15 cm. de largeur sur 12 cm. de hauteur.

Elle est imprimée sur carton spécial de nuance verte.

Le modèle en est annexé au présent arrêté.

La carte d'identité est fournie aux administrations communales par le Ministre de l'Intérieur.

Chaque carte délivrée dans le Royaume est munie d'un numéro d'ordre distinct apposé par les soins du Ministre de l'Intérieur avant l'expédition aux communes.

Art. 4, § 1^{er}. Les textes imprimés sont établis en langue française ou en langue néerlandaise selon le régime linguistique auquel est soumise la commune qui délivre la carte.

Les inscriptions sont faites dans la même langue.

§ 2. Les textes imprimés sont établis dans les deux langues nationales :

1^o lorsque les cartes sont délivrées dans les communes de l'agglomération bruxelloise, la priorité étant réservée à la langue choisie par le conseil communal pour le service intérieur de l'administration communale;

ONTEIGENINGEN

RECHTSPLEGING BIJ HOOGDRINGEN EN OMSTANDIGHEDEN.

Bij besluit van de Regent dd. 22 Februari 1950, wordt voorgeschreven dat de bepalingen der besluitwet van 3 Februari 1947, tot instelling van een rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden in zake onteigening ten algemene nutte, dienen toegepast voor de gerechtelijke onteigeningen op het grondgebied der gemeente Denderleeuw, met het oog op het bouwen van een Rijks-middelbare jongensschool.

Bij besluit van de Regent dd. 22 Februari 1950, wordt voorgeschreven dat de bepalingen der besluitwet van 3 Februari 1947, tot instelling van een rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden in zake onteigening ten algemene nutte, dienen toegepast voor de gerechtelijke onteigeningen op het grondgebied der gemeente Heyst-op-den-Berg, met het oog op de uitbreiding van de nieuwe Rijksmiddelbare school.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN.

1 MAART 1950.

Besluit van de Regent betreffende de identiteitskaarten.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 2 Juni 1856 betreffende de algemene volkstellingen en de bevolkingsregisters, namelijk op de artikelen 3, 4 en 6;

Gelet op de wet van 28 Juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 December 1900 betreffende het houden der bevolkingsregisters;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 October 1925 waarbij de rechtstoestand der kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith, uit oogpunt der wetgeving, geregeld wordt, namelijk op artikel 2, X;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Iedere Belg die meer dan vijftien jaar oud is, moet houder zijn van een identiteitskaart, die geldt als bewijs van inschrijving in het bevolkingsregister.

Zij moet worden overgelegd bij elke vordering van de politie, bij elke aangifte, bij elke aanvraag van getuigschrijven en, in 't algemeen, telkens wanneer men het bewijs van zijn identiteit dient te leveren.

Art. 2. De identiteitskaart wordt uitgereikt door het bestuur van de gemeente, waar de belanghebbende zijn gewone verblijfplaats heeft.

Art. 3. De identiteitskaart heeft de vorm van een tweeledig blad van 15 cm. breed bij 12 cm. hoog.

Zij wordt gedrukt op speciaal karton van groene tint.

Het model er van is bij dit besluit gevoegd.

De identiteitskaart wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken aan de gemeentebesturen verstrekt.

Elke binnen het Rijk uitgereikte kaart draagt een afzonderlijk volgnummer, door toedoen van de Minister van Binnenlandse Zaken aangebracht vóór zij naar de gemeenten wordt verzonden.

Art. 4, § 1. De gedrukte teksten worden, naar gelang van het taalfstelsel waaraan de gemeente die de kaart uitreikt onderworpen is, in de Nederlandse of in de Franse taal opgesteld.

De kaarten worden in dezelfde taal ingevuld.

§ 2. De gedrukte teksten worden in beide landstalen opgesteld :

1^o wanneer de kaarten uitgereikt worden in de gemeenten van de Brusselse agglomeratie, met voorrang evenwel voor de taal, die de gemeenteraad voor de binnendienst van het gemeentebestuur heeft gekozen;

2° lorsque les cartes sont délivrées dans les communes où, d'après le dernier recensement décennal, 30 p. c. des habitants ont déclaré parler le plus fréquemment la langue de l'autre région linguistique, la priorité étant réservée à la langue de la majorité.

Les inscriptions sont faites dans la langue indiquée par le titulaire.

§ 3. Les textes imprimés sont établis en allemand, en français et en néerlandais, lorsque les cartes sont délivrées dans les communes de langue allemande, des cantons d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith; les inscriptions sont faites dans la langue indiquée par le titulaire.

Lorsque les cartes sont délivrées dans les autres communes de ces cantons, les textes imprimés sont établis dans la langue imposée par la loi du 28 juin 1932, aux communes du même régime linguistique qui sont soumises à cette loi; les inscriptions sont faites dans la même langue.

Art. 5. § 1. La carte d'identité est complétée :

1° Lorsque le titulaire change de demeure à l'intérieur de la commune;

2° Lorsque le titulaire transfère sa résidence dans une autre commune du même régime linguistique.

§ 2. Lorsque le titulaire change de demeure à l'intérieur de la commune, il est tenu de présenter la carte d'identité à l'administration communale dans la huitaine du changement intervenu.

§ 3. Lorsque le titulaire transfère sa résidence dans une autre commune de même régime linguistique, il est tenu de présenter la carte d'identité à l'administration communale de celle-ci, dans les quinze jours qui suivent la déclaration de changement de résidence, qu'aux termes de l'article 7 de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, il est tenu de faire à l'administration communale de la localité qu'il a quittée.

Art. 6. § 1. La carte d'identité est renouvelée :

1° A l'occasion de tout changement dans l'état civil du titulaire;

2° Lorsque le titulaire transfère sa résidence dans une autre commune, de régime linguistique différent;

3° Lorsque elle est détériorée par l'usage;

4° Lorsque la physionomie du titulaire ne correspond plus à la photographie;

5° Lorsque, à l'occasion d'un changement de demeure dans la commune, ou d'un transfert de résidence dans une commune de même régime linguistique, il apparaît que la carte ne peut plus être complétée.

§ 2. Dans chacun de ces cas, le titulaire est tenu de restituer la carte d'identité à l'administration communale.

Art. 7. Lorsque la carte d'identité est perdue ou détruite, le titulaire est tenu d'en faire immédiatement la déclaration à l'administration communale. Dans ce cas, la carte n'est renouvelée qu'après enquête préalable de la police communale sur les conditions de perte ou de destruction alléguées.

Art. 8. L'inscription des mentions, l'apposition des photographies et des sceaux ne peuvent se faire que par l'officier de l'état civil ou par son délégué.

Art. 9. Sans préjudice de l'application des dispositions pénales plus sévères, les infractions aux articles 1^{er}, 5, 6, 7 et 8, du présent arrêté sont punies, conformément à l'article 6 de la loi du 2 juin 1856, d'une amende qui ne peut excéder vingt-cinq francs.

Art. 10. Sont abrogés :

1° L'arrêté royal du 6 février 1919, prescrivant la remise, par les administrateurs communales, d'une carte d'identité et d'inscription au registre de population, à toute personne âgée de plus de 15 ans, ayant sa résidence habituelle dans la commune, modifié par l'arrêté royal du 31 août 1932;

2° Les arrêtés ministériels des 8 février 1919, 1^{er} mai 1926, 11 mai 1936 et 25 novembre 1945;

3° L'arrêté du Régent du 25 septembre 1944, relatif à la validation des cartes d'identité.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à la date fixée par le ministre de l'intérieur, qui prendra les mesures transitoires nécessaires.

Art. 12. Le Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1950.

Par le Régent :
Le Ministre de l'intérieur,
A. DE VLEESCHAUWER.

2° wanneer de kaarten uitgereikt worden in de gemeenten waartoe, volgens de laatste tienjaarlijkse volkstelling, 30 t. h. der inwoners verklaard hebben meestal de taal van het andere taalgebied te spreken, met voorrang evenwel van de taal van de meerderheid.

De kaarten worden ingevuld in de taal door de houder opgegeven.

§ 3. De gedrukte teksten worden in het Duits, het Frans en het Nederlands opgesteld, wanneer de kaarten uitgereikt worden in de Duitssprekende gemeenten der kantons Eupen, Malmédy en Sankt-Vith; de kaarten worden ingevuld in de taal door de houder opgegeven.

Wanneer de kaarten uitgereikt worden in de andere gemeenten van die kantons, worden de gedrukte teksten opgesteld in de taal opgelegd door de wet van 28 Juni 1932, aan de gemeenten van hetzelfde taalregime, die aan de wet onderworpen zijn; de kaarten worden in dezelfde taal ingevuld.

Art. 5. § 1. De identiteitskaart wordt aangevuld

1° Wanneer de houder binnen de gemeente van woning verandert;

2° Wanneer de houder zijn verblijf verplaatst naar een andere gemeente met hetzelfde taalstelsel.

§ 2. Wanneer de houder binnen de gemeente van woning verandert is hij verplicht de identiteitskaart binnen acht dagen na de verandering aan het gemeentebestuur over te leggen.

§ 3. Wanneer de houder zijn verblijf verplaatst naar een andere gemeente met hetzelfde taalstelsel, is hij verplicht de identiteitskaart aan het gemeentebestuur van deze gemeente over te leggen binnen vijftien dagen volgend op de aangifte van verblijfsverandering, die hij krachtens artikel 7 van het koninklijk besluit van 30 December 1900 gehouden is te doen, bij het gemeentebestuur van de plaats die hij verlaten heeft.

Art. 6. § 1. De identiteitskaarten worden vernieuwd :

1° Bij elke wijziging in de burgerlijke staat van de houder;

2° Wanneer de houder zijn verblijf verplaatst naar een andere gemeente met een verschillend taalstelsel;

3° Wanneer zij door het gebruik beschadigd is;

4° Wanneer het portret van de houder niet meer gelijkend is;

5° Wanneer, bij verandering van woning binnen de gemeente of bij de verplaatsing van het verblijf naar een gemeente met hetzelfde taalstelsel, blijkt dat de kaart niet meer kan aangevuld worden.

§ 2. In elk van die gevallen is de houder verplicht de identiteitskaart aan het gemeentebestuur terug te geven.

Art. 7. Wanneer de identiteitskaart verloren of vernietigd is, is de houder verplicht daarvan onmiddellijk bij het gemeentebestuur aangifte te doen. In zodanig geval wordt de kaart slechts vernietigd nadat de gemeente-politie vooraf een onderzoek heeft ingesteld over de ingeroepen omstandigheden waarin de kaart verloren is of vernietigd.

Art. 8. De vermeldingen, de portretten en de stempels mogen alleen door de officier van de burgerlijke stand of door zijn gemachtigde worden aangebracht.

Art. 9. Onverminderd de toepassing van de strengere strafbepalingen, wordt inbreuk op de artikelen 1, 5, 6, 7 en 8 van dit besluit, overeenkomstig artikel 6 van de wet van 2 Juni 1856, gestraft met een geldboete van ten hoogste vijf en twintig frank.

Art. 10. Worden opgeheven :

1° Het koninklijk besluit van 6 Februari 1919, voorschrijvende de aflevering, door de gemeentebesturen, van een kaart van zelfvigheid en van inschrijving in de bevolkingsregisters, aan alle personen van meer dan 15 jaar, die hun gewone verblijfplaats in de gemeente hebben, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 Augustus 1932;

2° De ministeriële besluiten van 8 Februari 1919, 1 Mei 1926, 11 Mei 1936, en 25 November 1945;

3° Het besluit van de Regent van 25 September 1944 betreffende het geldig verklaren van de identiteitskaart.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de datum vastgesteld door de Minister van Binnenlandse Zaken, die de nodige overgangsmaatregelen zal treffen.

Art. 12. De Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 1 Maart 1950.

CHARLES.

Vanwege de Regent :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

A. DE VLEESCHAUWER.

